# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## dépenses

Question au Gouvernement n° 2856

### Texte de la question

DEPENSE PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Philippe Armand Martin, pour le groupe UMP.

M. Philippe Armand Martin. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

Monsieur le ministre, vous nous avez récemment fait part des grandes orientations du projet de budget pour 2007. À un an des élections, nous pouvons dire que votre projet de budget est courageux et responsable.

M. Augustin Bonrepaux. C'est l'inverse !

M. Jean-Marie Le Guen. C'est une catastrophe !

M. Philippe Armand Martin. Avec une baisse historique de la dépense publique et le non-renouvellement de 15 000 fonctionnaires qui vont partir à la retraite, vous faites preuve d'une grande responsabilité politique.

Il est impensable que nous continuions à laisser filer la dépense publique en en reportant la charge considérable sur les générations futures, sur nos enfants et petits-enfants - quelle insouciance financière ! Chaque Français souhaite léguer à ses enfants un héritage, un patrimoine le plus important possible pour les aider à avancer dans la vie. Quel Français peut dire sans se sentir coupable qu'il veut laisser des dettes à ses enfants ? Doit-on collectivement accepter qu'il en aille différemment lorsque l'on parle de finances publiques ?

Le Parti socialiste vient de rendre public un programme électoral que nos collègues de l'opposition eux-mêmes n'arrivent pas à chiffrer. Avec un tel programme, nous aurons bientôt d'argent que nos cheveux ! Monsieur le ministre, que pensez-vous du rapport des socialistes avec la gestion des finances publiques ?

*(Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Plusieurs députés du groupe socialiste. Allô !

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État.

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, le budget dont nous vous avons, Thierry Breton et moi-même, présenté les orientations, à la demande de Dominique de Villepin, permettra à la fois de financer en 2007 toutes les priorités sur lesquelles nous nous sommes engagés devant les Français - sécurité, justice, défense, emploi, éducation - et de baisser le niveau de notre dépense publique.

M. Augustin Bonrepaux. Comment allez-vous faire ?

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Si nous y parvenons, c'est tout simplement que nous sommes capables de lutter contre les gaspillages, en nous appuyant sur les résultats des audits, et de moderniser l'État, comme en témoigne le fait que six millions de Français ont effectué leur déclaration de revenus sur Internet, ce qui veut dire que la réforme de l'État est en cours et que nous réalisons des économies !

Le budget pour 2007 fera l'objet d'un débat politique - au sens noble du terme - avec l'opposition. Il nous donnera l'occasion de prendre date et de montrer que nous baissons la dépense publique tout en finançant nos priorités. Le projet socialiste, lui, annonce 115 milliards d'euros de dépense publique supplémentaire ! *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

On a dit que mon chiffrage était tellement farfelu *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)* que le Parti

socialiste devait faire ce matin une conférence de presse pour expliquer à quel point j'avais tort. Eh bien, figurez-vous que cette conférence de presse a été annulée ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Vous savez pourquoi ? Parce que le Parti socialiste passant un temps fou à commenter les sondages négatifs qui concernent le Gouvernement, il n'en a plus pour commenter ceux qui concernent le projet socialiste ! Mon collègue Xavier Bertrand étant un homme sympathique, il ne vous a pas donné le détail du dernier sondage, qui est accablant : 60 % des Français considèrent que le projet socialiste n'est pas réaliste, 65 % qu'il n'est pas ambitieux et 65 % que cela ne leur donne pas envie de voter pour le candidat de la gauche l'an prochain ! *(Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
M. Julien Dray. Il était si gentil hier soir, à la télévision !

## Données clés

**Auteur :** M. Philippe Armand Martin
**Circonscription :** Marne (6e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 2856
**Rubrique :** Finances publiques
**Ministère interrogé :** budget et réforme de l'Etat
**Ministère attributaire :** budget et réforme de l'Etat

## Date(s) clée(s)

**Question publiée le :** 29 juin 2006
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 29 juin 2006